



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas sur l'élaboration
du zonage d'assainissement de la commune de Saint-Julien (39)**

n°MRAe 2016 KPBFC 5

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24 relatifs à l'évaluation environnementale de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des MRAe ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale Bourgogne-Franche-Comté en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement (examens au « cas par cas ») ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° FC-2016-516 reçue le 01 juin 2016, portant sur l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Saint-Julien;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 01 juillet 2016 ;

Vu l'avis de la Direction départementale des Territoires du Jura en date du 01 juillet 2016 ;

1. Caractéristiques du document :

Considérant que le document consiste en l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Saint-Julien, qui comptait 471 habitants en 2013¹ ;

Considérant qu'il relève de la rubrique n°4 du II de l'article R.122-17 du code de l'environnement soumettant à l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale les zonages d'assainissement prévus aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales;

Considérant la situation actuelle qui se présente ainsi :

- les habitations sont desservies par un réseau d'assainissement en partie unitaire et en partie séparatif ; les eaux usées étant traitées par une station d'épuration d'une capacité de traitement de 1500 équivalents habitants ;
- la commune dispose d'un plan local d'urbanisme en cours d'élaboration;

Considérant que la commune envisage de retenir un zonage d'assainissement collectif sur l'ensemble de la commune ;

1 Données INSEE.

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Considérant la présence du périmètre de protection de la source de la « Fontaine sous la Tour » sur le territoire communal qui ne concerne pas directement le secteur bâti de la commune ;

Considérant la présence de cours d'eau de première catégorie piscicole sur le territoire communal ;

Considérant la présence de zonages environnementaux sur le territoire communal, à savoir deux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I et une ZNIEFF de type II, les deux sites Natura 2000 homonymes « Petite montagne du Jura », relevant des directives Habitats, faune et flore, et Oiseaux ainsi que des zones humides pouvant présenter des sensibilités vis-à-vis des rejets d'effluents ;

Considérant qu'au regard de ces sensibilités, le projet de zonage n'apparaît pas susceptible d'impact négatif notable sur les milieux récepteurs ;

DECIDE

Article 1^{er}

Le projet de zonage d'assainissement de la commune de Saint-Julien n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122.18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 28 juillet 2016

pour la Mission Régionale d'Autorité Environnementale et par délégation



Hubert GOETZ

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux.

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision. Il doit être adressé à :

Monsieur le président la mission régionale d'autorité environnementale
MRAe Bourgogne Franche – Comté
MIGT 6 – Lyon
144 rue Garibaldi
69 006 Lyon